

Collèges et lycées attaqués ...

Elèves sacrifiés ...

Personnels bradés ...

Le service public d'éducation du second degré est la cible des attaques gouvernementales :

- *Réforme du lycée* : imposée sans véritable concertation et à la hâte, avec pour seul objectif la restriction budgétaire se traduisant par la suppression de milliers de postes ; programmes édulcorés bouclés à la va vite et sans cohérence avec la nouvelle structure ; renvoi aux interprétations locales entraînant des inégalités de traitement des lycéens mais aussi des collègues ; Enseignements d'exploration qui ne sont que du « butinage » réduisant l'offre de formation ; mise en concurrence des disciplines et des enseignants ...
- *Réforme du lycée professionnel* : apprendre en 3 ans ce qui s'apprenait en 4 ? Conséquences : élèves « largués », postes supprimés, diplôme du BEP en voie de suppression, classes de CAP insuffisantes...

Des générations d'élèves sacrifiées ! Nous demandons le retrait de ces réformes !

- *Dérèglementations en collège* : le collège, première clef de la démocratisation du second degré, est d'année en année vidé de son sens. Les compétences (Histoire des Arts, B2i ...) prennent le pas sur les savoirs. L'objectif affiché du « socle commun » vise en fait à donner un minimum de pratiques, à un moment où les difficultés s'amplifient. Les enseignants veulent enseigner ! **Il faut redonner du sens au collège et lui fournir les moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs !**
- *Réforme des établissements publics d'enseignement* : un déni de démocratie ! La mise en place du conseil pédagogique sans véritable cadrage et pouvant vite devenir localement la caution du chef d'établissement à sa main mise sur la pédagogie renforce de fait leurs pouvoirs. L'autonomie des établissements, revendiquée par le Ministère, ne fait que renforcer les inégalités entre eux. Nous demandons le retrait de ce texte. **Nous revendiquons la même éducation pour tous.**
- *Disparition de la formation des enseignants* : nous dénonçons les conditions scandaleuses, annoncées pour la rentrée 2010, de l'accueil et de la formation des professeurs stagiaires dans les établissements. Ils seront désormais confrontés directement aux élèves et à temps plein (passage de 9 heures à 18 heures hebdomadaires), au sortir de l'Université, sans la formation préalable qu'assuraient les IUFM. Un « tuteur » leur laissera ses classes une partie de l'année, les reprendra, les relâchera ... Conséquences de cette nouvelle « formation » : désorganisation des services, blocage des mutations, une situation professionnelle intenable et inadmissible pour les stagiaires, et une scolarité désorganisée pour de nombreux élèves. Abandon des mesures ministérielles et rectorales. **Nous voulons une véritable formation pour les futurs enseignants.**
- *Suppressions massives de postes* : les réformes du lycée, du lycée professionnel, du collège, de la formation des enseignants ne sont conduites que par la recherche frénétique d'économies budgétaires, conduisant à la suppression massive d'emplois pourtant indispensables au service de l'École de la République. **Nous exigeons du Ministre le retrait de l'ensemble de ces réformes et la création des postes indispensables aux fonctionnements des établissements** (enseignants, surveillants étudiants, infirmières, médecins, CO Psy, assistante sociale, Personnels ATOSS)
- *Lutte contre la précarité* : les contrats précaires se multiplient aujourd'hui dans l'Education Nationale (CDD, contrats aidés) et touchent tous les personnels, le CDI n'est pas une assurance contre la précarité. Aucun licenciement ! **Nous revendiquons un plan de titularisation** (comme promis par Nicolas Sarkozy le 25 janvier à la télévision), par l'intégration dans la fonction publique de milliers de personnels.
- *Revalorisation des personnels* : la seule revalorisation proposée est la redistribution des « miettes » récupérées par les suppressions de postes !
Dans un pays qui dit miser sur l'Éducation, la revalorisation des enseignants doit être prioritaire.



*Mobilisons-nous pour exiger la
satisfaction de nos revendications et une
autre politique !*

Misons sur l'Education !

JEUDI 18 MARS 2010

18H00

**AMPHI du lycée Maillol,
Perpignan**

**Réunion publique d'information
sur les « réformes » de
l'enseignement**